

Chapitre 1 : Les grands courants de la pensée économique

1. Introduction

Cette première partie résume les grands courants théoriques qui ont alimenté la pensée économique depuis les contributions des auteurs classiques. Toutefois, notons qu'avant la théorie économique classique, la pensée économique a été marquée par deux courants : les mercantilistes et les physiocrates.

Pour les mercantilistes, la source de la richesse doit être trouvée dans l'or et les métaux précieux, disponibles en quantité limitée. Ainsi, les relations économiques seraient conflictuelles, visant à s'approprier ces métaux. Par contre, les physiocrates considèrent la terre comme source de richesse. Par exemple, François Quesnay considérait que la société était divisée en 3 classes : les propriétaires, les producteurs et les stériles (artisanat et commerce). Selon lui, la terre se caractériserait par une spécificité qui ferait qu'elle produirait plus de richesses qu'elle n'en consomme. Ainsi, l'agriculture produit plus que l'avance préalable, si bien qu'un produit net (valeur ajoutée) peut être distribué sous forme de rente aux propriétaires.

Dans le présent chapitre, nous présentons successivement, l'analyse classique, l'analyse néoclassique et l'école keynésienne.

2. Les classiques

L'école classique en économie regroupe des économistes du XVIII^e siècle et du XIX^e siècle. Ses membres les plus importants sont, en Grande-Bretagne, Adam Smith (1723-1790), David Ricardo (1772-1823), Thomas Malthus (1766-1834), John Stuart Mill (1806-1873), et en France, Étienne Bonnot de Condillac (1715-1780), Anne Robert Jacques Turgot (1727-1781), Jean-Baptiste Say (1767-1832) et Frédéric Bastiat (1801-1850). Le terme a été employé pour la première fois par Karl Marx dans *Le Capital*. Nombre d'entre eux ont été des contemporains du décollage industriel anglais.

Il est impossible de fixer à cette école de pensée des contours précis, que ce soit en termes de dates, d'auteurs ou de thèses. Les auteurs postérieurs en ont donné des définitions différentes, incluant ou excluant certains auteurs et privilégiant certaines thèses, selon qu'ils souhaitent présenter leurs propres positions comme en rupture avec les positions présumées « classiques » ou au contraire cohérentes avec elles.

Par exemple, Karl Marx définit l'école classique par l'adhésion au concept de la valeur travail. Il en exclut donc Say qu'il critique sévèrement, et Bastiat. En se réclamant de Smith et surtout de Ricardo, Karl Marx est considéré par certains historiens de la pensée économique comme le dernier des classiques.

Carl Menger caractérise lui aussi l'école classique par la notion de valeur travail, mais c'est pour s'en séparer et proposer une théorie subjective de la valeur qui est justement celle des classiques français qu'il semble ignorer.

John Maynard Keynes définit l'école classique par l'adhésion à la « loi des débouchés » ou loi de Say dans la version popularisée par James Mill.

Joseph Schumpeter, en la définissant comme la période 1790-1870, en exclut Turgot et Smith mais y inclut Marx.

En réalité, on ne peut pas caractériser l'école classique par un ensemble cohérent de thèses partagées par tous les auteurs de cette période. Plutôt que d'une école de pensée à proprement parler, il s'agit plutôt d'une période d'intense réflexion économique qui a donné lieu à une diversité de positions, et à des controverses sur certaines.

2.1. *Les caractéristiques des classiques*

Le courant classique réunit des économistes partisans du développement du capitalisme sans pour autant partager une vision toujours optimiste de son avenir. Le système capitaliste est défini comme un modèle économique fondé sur le salariat qui permet la recherche du profit individuel dans le cadre de relations marchandes. Les conditions économiques, sociales et politiques permettent le développement d'une dynamique capitaliste sont réunies en Angleterre dès 1750. La croissance de la population, les inventions dans l'industrie, le développement de nouvelles énergies sont autant de phénomènes qui vont bouleverser les structures économiques.

La pensée économique classique se développe en même temps que naissent la société industrielle et le capitalisme moderne. Ces penseurs sont principalement des philosophes (Condillac, Smith) ou des praticiens (Cantillon, Say, Turgot, Ricardo). Ils cherchent avant tout à expliquer les phénomènes de croissance, de développement et de répartition des richesses entre les différentes classes sociales.

Les économistes classiques voient tous les phénomènes économiques comme interdépendants et veulent proposer une théorie générale intégrant tous les phénomènes économiques. À la suite des Physiocrates, ils croient à l'existence de lois valables à toutes les époques et dans toutes les régions du monde et cherchent à les identifier.

Leur analyse est dynamique. Ils s'intéressent aux processus de production, d'échange, de formation des prix, de formation des revenus, et non à d'hypothétiques états d'équilibre. Ils utilisent pour cela l'observation et le raisonnement logique, et ne recourent que très exceptionnellement aux mathématiques.

Cette conception de la discipline économique est commune à tous les classiques et les distingue de la plupart des écoles de pensée apparues à partir de la fin du XIXe siècle, notamment des néoclassiques qui constituent aujourd'hui la tendance dominante.

2.2. *Quelques auteurs marquants*

Adam Smith

L'analyse de Smith intègre les caractéristiques du libéralisme et apparaît pleinement en phase avec la logique du capitalisme. Théorisant de façon systématique l'individualisme méthodologique, il prend comme élément de base des individus égoïstes qui poursuivent leurs intérêts personnels. Dans la sphère économique la recherche par chacun de son intérêt conduit par le jeu de la main invisible au bien-être collectif :

« L'homme a presque continuellement besoin du secours de ses semblables, et c'est en vain qu'il l'attendrait de leur seule bienveillance. Il serait bien sûr de réussir, s'il s'adresse à leur intérêt personnel et s'il les persuade que leur propre avantage leur commande de faire ce qu'il souhaite d'eux. [1] Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger que nous attendons notre dîner mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité mais à leur égoïsme. [1] L'individu

[í] nœa pas du tout l'intention de promouvoir l'intérêt public pas plus qu'il nœa idée de la mesure dans laquelle il est en train dœy contribuer. [í] Il ne pense qu'œa son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup dœautres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui nœentre nullement dans ses intentions ; et ce nœest pas toujours ce qu'œil y a de plus pour la société, que cette fin nœentre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent dœune manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'œil avait réellement pour but dœy travailler ».

Smith montre aussi que le prix permet dœajuster les quantités offertes et les quantités demandées. Le marché, lieu dœéchanges, est porteur dœune harmonie collective et dœune bonne allocation des ressources.

La théorie de la valeur selon Smith

Avant l'école classique, les Physiocrates cherchent à donner un fondement objectif à la valeur des choses, qu'œils placent dœabord dans la terre (Cantillon, Quesnay). Sur la question de la valeur Smith propose une double approche. Il aborde le thème par l'offre en distinguant des biens non reproductibles (métaux, œuvres d'œart) dont la valeur réside de la rareté et des biens reproductibles dont la valeur est fonction de la quantité de travail qu'œils intègrent. Smith appelle prix naturel, le prix de production qui dépend de la quantité de travail incorporé dans le produit et prix de marché celui qui résulte du jeu de l'offre et de la demande. Il est possible que le prix de marché oscille autour du prix naturel.

La division du travail

La division du travail permet de réaliser des gains de productivité. Smith prend l'œexemple de la production dœépingles, qui nécessite, selon lui, dix huit opérations distinctes. Il compare la production obtenue dans une manufacture de dix ouvriers où chacun se spécialise dans deux ou trois opérations à celle qui serait obtenue en l'œabsence de spécialisation :

Ces 10 ouvriers pouvaient faire entre eux plus de 48000 épingles (soit 4800 par ouvrier) dans une journée. Mais s'œils avaient travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'œils nœavaient pas été façonnés à cette besogne particulière, chacun d'œeux nœeut pas fait vingt épingles, peut-être pas une seule dans sa journée. Et Smith de généraliser « dans tout autre art et manufacture les effets de la division du travail sont les mêmes (í) la division du travail amène un accroissement proportionnel dans la puissance productive du travail. (í) ». Cette grande augmentation dans la quantité dœouvrage qu'œun même nombre de bras est en état de fournir, en conséquence de la division du travail, est due à trois caractéristiques :

- A un accroissement dœhabileté chez chaque ouvrier individuellement ;
- A l'œépargne du temps qui se perd ordinairement quand on passe dœune espèce dœouvrage à une autre ;
- A l'intervention dœun grand nombre de machines qui facilitent et abrègent le travail, et qui permettent à un homme de remplir la tâche de plusieurs.

Smith met ainsi l'œaccent sur l'œimportance de l'œapprentissage, de l'œorganisation de la production et du progrès technique en économie.

Libre échange et avantages absolus

Alors que les politiques commerciales de son époque sont encore très imprégnées des doctrines mercantilistes, Smith est, de manière générale, favorable au libre échange :

« si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne sommes en état de l'œétablir nous-mêmes, il vaut mieux que nous la lui achetions avec quelque partie du produit de notre propre industrie ».

Il étend la notion de division du travail au champ de l'économie internationale. Chaque pays doit, selon lui, se spécialiser dans les productions pour lesquelles, il dispose d'un avantage absolu en termes du coût de production. L'insertion dans la division internationale du travail est bénéfique dès lors qu'un pays dispose de l'avantage dans au moins une production.

Les économistes comprennent depuis longtemps le principe de l'avantage comparatif. Voici comment Adam Smith le présente :

« La maxime de tout chef de famille prudent est de ne jamais essayer de faire chez soi la chose qui lui coûtera moins à acheter qu'à faire. Le tailleur ne cherche pas à faire ses souliers, mais il les achète chez le cordonnier ; le cordonnier n'essaie pas de faire ses habits, mais il a recours au tailleur ; le fermier ne s'essaye point à faire ses souliers ni ses habits, mais il s'adresse à ces deux artisans et les fait travailler. Il n'y en a pas un qui ne voit qu'il y va de son intérêt d'employer son industrie tout entière dans la guerre de travail dans lequel il a quelque avantage sur ses voisins, et d'acheter toutes les autres choses dont il peut avoir besoin, avec une partie du produit de cette industrie, ou, ce qui est la même chose, avec le prix d'une partie de ce produit ».

Le rôle de l'État

Les actions et interactions économiques aboutissent à la formation d'un ordre spontané, que Smith illustre par la métaphore de la « main invisible », et l'intervention de l'État dans le fonctionnement de l'économie doit être minimale sinon nulle. Il assure tout de même les fonctions régaliennes (armée, justice, diplomatie) et prend en charge la production des services indispensables à la collectivité, et qui ne serait pas rentable pour la sphère privée. Cet ordre spontané se caractérise par la division du travail, ou spécialisation. Chaque individu, au lieu de fabriquer un objet entièrement, se spécialise dans une tâche particulière de sa fabrication, ce qui permet une augmentation de la production.

David Ricardo

Sa théorie de la valeur travail

Ricardo reprend la distinction de Smith entre valeur d'usage et valeur d'échange : « l'eau a une valeur d'usage très importante, car elle est essentielle à la vie, mais une valeur d'échange faible, tout au moins dans un pays où elle est abondante. Le diamant a au contraire une valeur d'usage, ou utilité faible, car c'est un bien qui peut être considéré comme futile, mais jouit d'une valeur d'échange très importante ».

Selon Ricardo, la valeur des biens industriels reproductibles est fondée sur la quantité de travail qu'ils incorporent : « la valeur des marchandises se trouve modifiée, non seulement par le travail immédiatement appliqué à leur production, mais encore par le travail consacré aux outils, aux machines, aux bâtiments qui servent à les créer ». Cette approche constitue le cas général. Dans certains cas particuliers, la valeur des biens reproductibles peut avoir un caractère subjectif, du fait de la loi de l'offre et de la demande.

Les biens non reproductibles, très minoritaires selon Ricardo (tableaux précieux, statues¹), ont une valeur fondée sur leur rareté, elle dépend « des goûts et du caprice de ceux qui ont envie de posséder de tels objets ».

La répartition du profit et la loi des rendements décroissants

Ricardo décrit une société composée de 3 catégories d'individus :

- Les propriétaires terriens, qui reçoivent la rente de la terre, c'est-à-dire le prix payé par le fermier pour le droit d'exploitation ;
- Les fermiers, qui versent la rente et exploitent la terre pour en tirer un profit ;

- Les ouvriers agricoles, qui reçoivent un salaire en contrepartie du travail fourni.

La théorie de la rente différentielle consiste à expliquer l'origine du prix des terres payées aux propriétaires fonciers (le loyer) à partir des rendements agricoles entre les terres. A titre d'exemple, Ricardo considère trois terrains (identiques en termes de surface) produisant respectivement 100, 90 et 80 quintaux de blés. Le propriétaire du terrain qui donne 90 quintaux avec la même quantité de travail que celui qui donne 80 quintaux met la différence de 10 sur le compte de la qualité intrinsèque de sa terre et réclame cette rente.

Les fermiers sont conduits dans un premier temps à cultiver les terres les plus fertiles car ce sont celles qui procurent le meilleur rendement pour une faible quantité de travail. Mais l'augmentation de la demande de blé, due à l'augmentation de la population les oblige ensuite à exploiter des terres de moins en moins fertiles. Les meilleures terres ont été mises en culture les premières et la loi des rendements décroissants de la terre prévaut. La rente différentielle est condamnée à augmenter et la part du produit national consacrée aux paiements des propriétaires fonciers également. Comme les salariés touchent des salaires de subsistance incompressibles et que leur nombre est croissant, la masse salariale augmente à court terme proportionnellement à la population. En conséquence, les profits des entreprises sont laminés. A long terme, le profit (ce qui reste du produit brut lorsque l'on a enlevé les salaires et la rente) tend vers zéro. Le stock de capital se stabilise : l'économie s'installe dans l'état stationnaire.

L'état stationnaire est stable. Il peut être modifié par le progrès technique qui peut améliorer la productivité agricole et l'ouverture commerciale de l'économie. Via la baisse du prix des denrées alimentaires et par conséquent du salaire de subsistance, les importations de produits agricoles permettent un déplacement de l'horizon de l'état stationnaire.

Au total, Ricardo apparaît comme un classique pessimiste quant aux perspectives de croissance contrairement aux autres classiques comme Say et Bastiat qui concentrent leur attention sur l'industrie naissante.

Jean Baptiste Say et la loi des débouchés

La loi des débouchés est énoncée par l'économiste français Jean-Baptiste Say dans son *Traité d'économie politique* publié en 1803. Elle tient en une affirmation clef : « les produits s'échangent contre les produits ». Derrière cette proposition, il faut entendre que, lors du processus de production, les revenus distribués (salaires, profits, rentes) sont immédiatement « réinjectés dans le circuit » et viennent constituer une demande. Le revenu est réparti entre la consommation (C) et épargne (S) sur la base du niveau du taux d'intérêt réel (r). La consommation constitue une demande et l'épargne est immédiatement transformée en investissement (I). Cet investissement prend la forme de machines et constitue lui aussi une demande.

La loi de Say ne relève pas d'une simple égalité comptable. Sous certaines hypothèses, « toute offre crée sa propre demande », il convient notamment que la monnaie soit neutre, c'est-à-dire ne constitue qu'un voile sur les échanges. Chez Say, la monnaie n'a que deux fonctions (intermédiaire des échanges et unité de compte).

Notons cependant, que la loi de Say a fait l'objet de nombreuses critiques. Malthus et Sismondi au début du XIXe siècle ainsi que Marx un peu plus tard ont attiré l'attention sur la possibilité d'une crise de sous consommation liée à une épargne excessive et à la possibilité d'une thésaurisation. Sismondi (1819) en particulier fait ressortir l'importance de la demande. Une crise de surproduction peut entraîner une réduction des prix et des revenus (en raison de la baisse de la demande de travail). La baisse de revenus entraîne une baisse de la demande et de la production.

Keynes apporte une contestation plus nette à partir d'une analyse monétaire. L'incertitude consubstantielle à la nature de l'économie conduit à désirer la monnaie pour elle-même (pour l'essentiel au motif de spéculation du fait des possibles variations du taux d'intérêt : la détention d'encaisses liquides est préférable à la détention de titres en cas de hausse des taux). On comprend dès lors que toute offre ne peut plus créer sa propre demande : une partie des revenus distribués lors du processus de production est conservée sous forme de liquidité.

Thomas Robert Malthus : loi de population et rôle de l'épargne

La place de Malthus dans l'école classique est originale. On peut dire en effet qu'à l'enquête smithienne sur la richesse des nations, Malthus oppose une enquête sur la pauvreté des nations et, plus particulièrement, une tentative d'explication de la misère des classes. Par ailleurs, alors que la tradition ricardienne ne voyait, ainsi que nous le montrerons plus loin, d'autre limite au processus de croissance que la chute du profit, Malthus recherche la raison du blocage du système du côté de l'épargne, anticipant ainsi la théorie keynésienne de la demande effective.

Le principe de population

L'Essai sur le principe de population connaîtra six éditions entre 1798 et 1826 entre lesquelles trois différences essentielles pourront s'observer : une collecte minutieuse de données visant à apporter une confirmation à la « *loi de population* » découverte par l'auteur (*croissance de la population selon une progression géométrique tandis que les subsistances n'augmentent que selon une progression arithmétique*). Si Malthus estime que la population double tous les 25 ans, c'est à partir d'une généralisation du taux de croissance observé « *dans les Etats de l'Amérique où les moyens de subsistance ne manquent pas* » ; quant à la progression des subsistances, elle est, selon lui limitée pour deux raisons : parce que la surface cultivable est bornée et le progrès technique limité. L'originalité de Malthus est moins d'avoir établi une dépendance étroite entre population et subsistances, que d'en avoir organisé les éléments dans une théorie d'ensemble et d'en avoir tiré des conséquences pratiques. La « *loi de population* » conduit en effet Malthus à critiquer vigoureusement les lois sur les pauvres qui faisaient obligation aux paroisses de secourir leurs indigents et dont la conséquence est de les inciter à faire des enfants. Par ailleurs, si on oblige les pauvres à travailler dans les fabriques subventionnées, cela exercera une concurrence déloyale envers les autres entreprises.

Selon Malthus, cette tendance de la population à augmenter crée des exclus au « *banquet de la nature* ». Quand il ne peut y avoir assez de nourriture pour tous, la famine tue. Pour l'illustrer, Malthus utilise la métaphore du banquet de la nature. « *Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille ne peut le nourrir, ou si la société ne peut utiliser son travail, n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture ; il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert pour lui. La nature lui commande de s'en aller et elle ne tarde pas à mettre elle-même cet ordre en exécution. La famine semble être la dernière et la plus terrible ressource de la nature. La capacité de la population est tellement supérieure à celle de la terre à fournir de la subsistance, que la mort prématurée doit, sous une forme ou une autre, visiter la race humaine* ».

L'accroissement de la population est donc nécessairement limité par les moyens de subsistance. Autrement dit, il existe des mécanismes qui « *maintiennent le nombre des individus au niveau de leurs moyens de subsistance* », ce qui fait qu'aucun pays ne peut connaître une totale liberté du pouvoir multiplicateur de sa population. Ces mécanismes, Malthus les appelle des freins. Les freins auxquels se heurte l'expansion de la population sont

de deux types. Les premiers sont des obstacles « préventifs » ou « privatifs » : c'est la crainte des difficultés à entretenir sa famille, de tomber dans l'échelle sociale et de devoir demander une assistance. Les seconds sont des obstacles « destructifs » : « *ils renferment toutes les causes qui tendent de quelque manière à abrégier la durée naturelle de la vie humaine par les vices ou le malheur* ». Sont ainsi rangés dans cette catégorie les travaux très pénibles, l'extrême pauvreté, la mauvaise nutrition, les famines, les épidémies. Malthus observe que les freins préventifs ne sont, à son époque que très rarement utilisés et que ce sont les freins destructifs qui contribuent le plus souvent à ramener la population au niveau permis par les subsistances.

Selon Malthus, l'aide aux pauvres n'agit pas sur la cause profonde de la pauvreté, à savoir l'insuffisance de la production par rapport aux ressources. Les lois sur les pauvres peuvent même contribuer à l'extension de la misère. En effet, ceux qui sont situés dans l'échelle sociale juste au-dessus des plus pauvres n'ont pas droit à percevoir l'aide et se trouvent ainsi relativement appauvris. En outre, elles provoquent une concurrence entre acheteurs de produits alimentaires, puisque ceux qui ne disposaient pas suffisamment de ressources pour vivre vont désormais disposer d'argent et vont vouloir consommer une masse de biens qui, elle n'a pas augmenté. Elles font augmenter les prix des produits alimentaires, ce qui à nouveau appauvrit l'ensemble de la population. Enfin, en constituant une incitation à l'augmentation de la population, l'aide aux pauvres pousse à une baisse des salaires qui, elle aussi, touche l'ensemble de la population.

Donc, les lois sur les pauvres, loin de régler le problème de la pauvreté, créent des pauvres supplémentaires. En croyant y remédier par la redistribution, elles l'aggravent.

La solution préconisée par Malthus pour lutter contre la pauvreté est de contrôler la progression de la population à travers le « *moral restraint* » ou la renonciation volontaire au mariage et à la procréation de la part des individus qui n'ont pas les moyens financiers de se marier et d'avoir des enfants. Pour que cette solution soit applicable, Malthus note que trois conditions doivent être remplies : d'abord que la société soit inégalitaire, que les individus pratiquent par eux-mêmes le « *moral restraint* » et enfin pour que l'incitation par l'instruction soit efficace, il faut abolir les aides aux pauvres.

D'un point de vue théorique, le principe de population fournira au modèle ricardien sa théorie des salaires qui veut qu'à l'équilibre la rémunération du travail se fasse au minimum vital.

Le rôle de l'épargne et de la demande

L'originalité de la contribution de Malthus réside en partie dans l'importance accordée au rôle de la demande dont l'insuffisance rend possible une surproduction, contrairement à l'optimisme de la loi de Say, annonçant en cela Keynes qui lui rendra d'ailleurs hommage dans l'introduction de *Théorie générale*.

Malthus critique la loi de Say « *les produits s'échangeant contre les produits* » en avançant que « *un engorgement de tous les produits en général* » est impossible. Selon Malthus cette loi est fautive pour trois raisons : parce que les produits ne sont pas de simples chiffres ou signes algébriques mais des produits de consommation qui doivent être étudiés en relation avec le nombre et les besoins des consommateurs ; parce que les profits ne sont pas nécessairement dépensés en consommation par les capitalistes ; mais surtout parce que l'épargne n'est pas automatiquement investie pour favoriser un accroissement de la production mais peut être aussi thésaurisée. L'épargne peut aussi provoquer des fluctuations dans la production totale, l'emploi et les profits. De ce point de vue, le mérite de Malthus est de raisonner dans un système monétaire alors que Ricardo et Say, qui pensent que toute l'épargne est nécessairement investie, raisonnent dans le cadre d'un système de troc.

Malthus aborde le problème des stimulants possibles de la demande sous trois angles. La division de la propriété foncière peut stimuler la consommation car la richesse excessive du petit nombre n'équivaut nullement, quant à la demande réelle, à la richesse modique du plus grand nombre, sous le réserve toutefois de ne pas susciter un morcellement excessif qui « rendrait impossibles toutes les grandes améliorations dans la culture ». Le commerce extérieur peut lui aussi alimenter une demande plus soutenue ; moyen d'étendre les débouchés, il donne « le pouvoir et la volonté d'employer plus de travail ». Enfin et surtout - idée plus originale ó des travailleurs improductifs « ayant à la fois la volonté et la faculté de consommer plus qu'ils ne produisent » peuvent permettre aux industriels de « continuer à étendre leur commerce et réaliser des profits ».

Karl Marx et la remise en cause du capitalisme

Karl Marx considère que toute société est composée de groupes sociaux aux intérêts divergents et parfois antagonistes. C'est le cas du système capitaliste où s'opposent les capitalistes, détenteurs des moyens de production, et les prolétaires, détenteurs de leur force de travail. La lutte pour le profit conduit les uns à exploiter les autres sans possibilité de consensus. Marx ne considère pas le système capitaliste comme une forme immuable de société, mais comme un état transitoire voué à disparaître.

Marx distingue le capital mort ou constant (machines, matières premières) et le capital vivant, c'est-à-dire le travail. Seul le capital vivant transmet aux biens une valeur supérieure à ce qu'ils coûtent.

Tout comme Ricardo, Marx considère que les capitalistes paient la force de travail de telle sorte que l'ouvrier puisse reproduire à l'identique la même journée de travail. Marx appelle alors la plus-value la différence entre la valeur produite par la force de travail et le paiement de cette force. La recherche continue des gains de productivité conduit les capitalistes à remplacer le travail par des machines. Cette substitution a deux conséquences : elle augmente ce que Marx appelle « l'armée industrielle de réserve », c'est-à-dire les chômeurs et les exclus et conduit inéluctablement à une baisse du taux de profit, car la plus-value « extorquée » par les capitalistes sur le travail des ouvriers diminuera à mesure que les entreprises remplaceront les hommes par des machines.

Théorie de la plus-value et exploitation

Sur la question de la répartition, de la détermination des revenus, Marx reprend l'idée ricardienne de l'existence d'une relation inverse entre les salaires et les profits. Mais la question demeure de savoir comment se fonde le profit. Si l'on accepte la théorie de la valeur travail, toute valeur résulte du travail dépensé. Or cette valeur est ensuite répartie entre salaires et profits. C'est donc logiquement admettre, soit que le salaire est inférieur à la valeur du travail, soit que le profit est nul ! On doit en conclure logiquement que le travail n'est pas payé à sa valeur, pour que le profit soit payé (le profit serait donc un vol). Mais ce n'est pas à cette démonstration que Marx veut parvenir. Il veut donc fournir une théorie du profit. Cette théorie se fonde sur la distinction entre travail et force de travail. Ce que vend le travailleur et achète le capitaliste, c'est la force de travail, c'est-à-dire la puissance du travail, la capacité à travailler pendant, par exemple, une journée. Ce que vend le capitaliste à l'issue de la production, en vendant les marchandises produites, c'est la valeur du travail dépensé et cristallisé dans les marchandises en question.

Le profit (qui motive l'achat de la force de travail et le paiement des salaires) vient de ce que la valeur du travail (valeur des marchandises produites par le travail du travailleur usant de sa force de travail) est supérieure à la valeur de la force de travail (valeur des marchandises nécessaires pour reproduire la force de travail journalière) : il y a, au cours de la journée,

production d'une plus-value, et le profit est l'expression monétaire de cette plus-value une fois réalisée sur le marché. Le profit n'est donc pas un vol (la force de travail est payée à sa valeur et les marchandises vendues à la leur), mais il repose sur une exploitation : toute la valeur créée par le travailleur ne lui revient pas.

La baisse tendancielle des taux de profit : les contradictions du capitalisme

Selon Marx, la baisse tendancielle des taux de profit, déjà évoquée par Ricardo et qu'il reprend à son compte, ne peut logiquement trouver sa source, sur la base de sa théorie du profit, que dans une diminution tendancielle de la capacité à extraire de la plus-value. À son tour, cette diminution trouve son origine dans la substitution, aiguillée par la concurrence, du capital au travail : sous l'effet de la concurrence, chaque capitaliste a intérêt à introduire du progrès technique, à substituer du capital au travail pour rendre ce dernier plus productif. Ce faisant il réduit sa capacité à extraire de la plus-value (puisque seul le travail est producteur) et réduit la valeur du bien qu'il produit. Mais la loi du prix unique fait que les marchandises sont vendues à un prix de production prenant en compte un « taux de profit moyen » de la branche. Au total, les entreprises les plus « capitalistiques » bénéficieront de la péréquation des profits et capteront, au regard de leurs conditions de production, un surprofit. Les entreprises les moins capitalistiques seront dans la situation inverse. La concurrence les conduira à augmenter à leur tour la « composition organique de leur capital » (le rapport entre capital et travail dans la combinaison productive) pour se retrouver dans la situation des premières. Ce comportement global conduira donc à augmenter l'accumulation du capital (ce qui peut apparaître comme un progrès allant dans le sens du développement historique des forces productives), mais que la société capitaliste ne pourra durablement soutenir car cette accumulation conduit à une baisse de l'extraction globale de la plus-value et donc à une baisse tendancielle des taux de profit. Lorsque ceux-ci auront suffisamment baissé, il en résultera un blocage de l'accumulation qui ne prendra pas la forme de l'arrivée dans un état stationnaire harmonieux, mais celle du déclenchement d'une crise capitaliste qui ne trouvera son issue que dans la destruction et/ou la dévalorisation du capital accumulé. Les rapports de production propres au capitalisme s'avèrent bien un obstacle au développement continu des forces productives.

Marx souligne que cette baisse du taux de profit peut être ralentie, par exemple par l'allongement de la durée du travail ou la baisse des salaires. Le système capitaliste se heurtera néanmoins à des crises de surproduction de plus en plus fréquentes et violentes, préfigurant l'effondrement du système. Le capitalisme porte ainsi en lui-même les conditions de sa destruction. La conclusion marxiste conduit à changer de système économique de façon à supprimer la propriété privée des moyens de production.

3. L'école néoclassique

Apparue à la fin du XIX^e siècle, l'école néoclassique tente d'expliquer les choix qui gouvernent les agents économiques et, plus précisément, de démontrer comment les individus optimisent leur satisfaction dans un monde où les ressources sont limitées. Les néoclassiques s'éloignent des problématiques soulevées par les classiques, comme la création et l'accumulation de la richesse ou le partage du revenu. Ils vont penser l'économie comme une agrégation de décisions individuelles qui trouvent leur coordination à travers les marchés.

3.1. Le contexte économique

Un siècle après la parution de la *Richesse des Nations*, l'économie européenne en 1870 ne ressemble plus beaucoup à celle décrite par A. Smith. L'industrie de masse a supplanté les

activités traditionnelles et la concurrence s'est développée sur l'ensemble des marchés. Une nouvelle classe d'entrepreneurs-managers et d'ingénieurs apparaît tandis que celle des ouvriers tente de s'organiser pour répondre aux conditions de travail difficiles et à sa paupérisation croissante. Le développement productiviste s'accompagne de revendications collectives pour un partage juste de la croissance.

Trois courants apparaissent presque simultanément et fondent l'école dite néoclassique ou marginaliste :

- L'école de Vienne à travers les travaux de Carl Menger (1840-1921) : il est à proprement parler l'initiateur de la théorie subjective de la valeur, selon laquelle la valeur des biens dépend, non pas de caractéristiques objectives et intrinsèques des biens, mais de l'évaluation subjective que les individus consommateurs peuvent faire de l'utilité de ces biens au regard de la quantité dont ils disposent.
- L'école Anglaise avec William Jevons (1835-1882) : l'école néoclassique anglaise a contribué au développement de la théorie des prix en équilibre partiel, la microéconomie appliquée et l'économie publique.
- L'école de Lausanne et son chef de file Léon Walras (1834-1910) : économiste français, considéré par Joseph Schumpeter comme « le plus grand de tous les économistes » a décrit l'équilibre de concurrence parfaite en équilibre général.
- L'école de Cambridge avec Alfred Marshall (1842-1924). Il est considéré comme le père de la loi de l'offre et de la demande, dans laquelle le prix et la quantité échangée d'un bien sont déterminés simultanément par deux forces qui jouent symétriquement.

3.2. *L'analyse néoclassique*

L'économie néoclassique se fonde sur quatre postulats :

- Les phénomènes économiques peuvent et doivent être étudiés à l'aide des mêmes méthodes que les phénomènes physiques ;
- Les agents sont rationnels, leurs préférences peuvent être identifiées et quantifiées ;
- Les agents cherchent à maximiser l'utilité des biens consommés, tandis que les entreprises cherchent à maximiser leur profit ;
- Les agents agissent chacun indépendamment, à partir d'une information complète et pertinente.

Le marginalisme redéfinit la valeur d'un bien et modifie l'évaluation de son utilité. Prenons le célèbre exemple du diamant et du verre d'eau. La valeur d'un diamant est bien supérieure à la valeur d'un verre d'eau, bien que son utilité soit discutable. Cependant, si l'on raisonne en matière de valeur marginale, on se rend compte que le dernier diamant vaudra à coup sûr beaucoup moins que le dernier verre d'eau disponible sur Terre. On voit ainsi que le marginalisme permet de mieux appréhender la valeur des biens et services.

L'idée de « valeur utilité » (la valeur de la marchandise provient de l'utilité subjective propre à chaque individu) est une rupture avec la « valeur travail », inaugurée par les classiques anglais puis reprise par Marx. C'est l'utilité qui détermine la valeur. A partir de ces postulats, les économistes néoclassiques construisent une théorie de l'allocation des ressources rares à des fins alternatives, ce qu'ils considèrent généralement comme la définition de la discipline économique. Les prix, les quantités produites et la distribution des revenus résultent du fonctionnement du marché selon l'offre et la demande.

A titre d'exemples :

- Selon la théorie néoclassique du producteur, les entreprises embauchent tant que la productivité marginale du travail (c'est-à-dire la production du dernier salarié

embauché) est supérieure au salaire. Ils ont une attitude similaire face à l'investissement en capital dont les rendements sont d'abord croissants puis décroissants ;

- Selon la théorie du consommateur, l'individu adopte une attitude rationnelle visant à maximiser son utilité. À chaque dépense, il compare l'utilité marginale des biens afin de hiérarchiser ses préférences et s'oriente vers le plus utile. Cette étude de l'individu, comme producteur ou consommateur rationnel et autonome, rejoint le principe de l'individualisme méthodologique ;
- Sur un marché de concurrence pure et parfaite, chaque facteur de production reçoit le salaire de ce qu'il apporte, d'où une juste rémunération des facteurs de production. Cette démonstration cherche donc à infirmer la théorie de la plus-value des marxistes. Dans de telles conditions, le profit tend à s'annuler.

L'économie néoclassique met l'accent sur les situations d'équilibre, considérées comme les solutions aux problèmes de maximisation des agents. Les phénomènes généraux sont déterminés par l'agrégation des comportements individuels des agents, une position appelée individualisme méthodologique.

L'analyse néoclassique démontre aussi (à partir des postulats fondateurs) que les mécanismes du marché jouent un rôle régulateur qui conduit à un équilibre optimal du système économique. Pour les néoclassiques, les crises économiques sont liées à des événements extérieurs qui perturbent le bon fonctionnement du marché (interventions publiques, chocs pétroliers), ces crises se résolvant d'elles-mêmes en situation de concurrence pure et parfaite. La croissance semble acquise, mais il y a une montée de l'insatiabilité d'où la notion d'équilibre. On n'est plus dans un cadre dynamique comme chez les classiques.

Le rôle de la monnaie est controversé : Les premiers auteurs néoclassiques (à l'exception de Carl Menger) adoptent l'idée de la neutralité de la monnaie (la monnaie n'affecte pas la production, le revenu réel, l'investissement, l'épargne ou les prix relatifs). Fisher reconnaît qu'il ne fait « qu'apporter une restauration et une amplification de la vieille théorie quantitative de la monnaie » avec son équation (1911) : $MV = PT$ (M = masse monétaire, V = vitesse de circulation de la monnaie, P = niveau général des prix, T = volume des transactions).

L'école néoclassique est fréquemment considérée comme essentiellement libérale. Toutefois, son libéralisme est tempéré par une volonté d'encadrer la concurrence pour imposer les conditions de la concurrence dite « pure et parfaite ».

Les économistes de l'école néoclassique développent une formalisation mathématique de l'économie. Leurs analyses mathématiques (la microéconomie) reprises par la plupart des économistes depuis cette époque, débouchent dans leur forme la plus aboutie sur la notion d'équilibre économique : une formalisation mathématique abstraite présentant des modèles d'économies idéales et optimales mais reposant sur des hypothèses théoriques imparfaitement vérifiées dans la réalité. A cette époque, la pensée économique tente de s'écarter des sciences humaines pour s'apparenter, par les méthodes de formalisations mathématiques qu'elle utilise, aux sciences exactes.

Les néoclassiques vont introduire dans leurs théories un usage massif de dérivées (utilité marginale, productivité marginale). Cet usage est fortement critiqué par Carl Menger et les autrichiens, pour qui l'économie ne peut être que qualitative. Au moment où cette démarche

rencontre des critiques, Léon Walras écrit dans l'une de ses correspondances : « l'introduction de la mathématique dans l'économie politique est une révolution scientifique »

3.3. *Quelques critiques de la théorie néoclassique*

L'hypothèse selon laquelle les humains agissent de façon rationnelle ignore des aspects importants du comportement humain. L'« homme économique » (*homo economicus*) peut être considéré comme notablement différent des hommes réels dans le monde réel. Même l'hypothèse des anticipations rationnelles introduite dans des modèles néoclassiques plus récents peut être considérée comme non réaliste. De plus, quelle que soit sa définition exacte, l'« homme économique » est-il une première approximation vers un modèle plus réaliste, un modèle dont la validité est limitée à certaines sphères de l'activité humaine, ou un principe méthodologique général applicable à l'économie ? Les premiers économistes néoclassiques penchaient vers les deux premières réponses, mais c'est la troisième qui semble être devenue dominante.

La théorie néoclassique de la production est critiquée pour ses hypothèses erronées quant aux motivations des producteurs. Elle suppose que les coûts de production croissants sont la raison pour laquelle les producteurs ne dépassent pas un certain niveau de production. Or des arguments empiriques montrent que les producteurs ne font pas reposer leurs décisions de production sur l'hypothèse de coûts croissants. Par exemple, ils peuvent souvent disposer de capacités inutilisées qui pourraient être mobilisées s'il devenait désirable de produire plus. Il en va de même du schéma idéal néoclassique de maximisation du profit, que les entrepreneurs ne jugent pas systématiquement désirable si elle nuit à la résolution de questions sociales plus larges.

On reproche à l'économie néoclassique de reposer trop lourdement sur des modèles mathématiques complexes comme ceux qui utilisent la théorie de l'équilibre général, sans se demander si ces modèles décrivent bien l'économie réelle. Nombreux sont ceux qui pensent que toute tentative de représenter un système aussi complexe que l'économie moderne par un modèle mathématique est irréaliste et vouée à l'échec. Une réponse à cette critique a été proposée par Milton Friedman, pour qui les théories doivent être jugées d'après leur capacité à prédire les événements plutôt que par le réalisme de leurs hypothèses.

4. **L'école keynésienne**

Les travaux de John Maynard Keynes (1883-1946) ont profondément marqué la pensée économique du XXe siècle. L'exposé critique des postulats classiques, de la remise en cause de l'efficacité du marché à la mise évidence du rôle prédominant joué par la monnaie, a largement influencé les politiques économiques après la Seconde Guerre Mondiale.

John Maynard Keynes publie sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* en 1936, date à laquelle le monde occidental prend conscience que le marché seul ne parvient plus à absorber la crise économique survenue en 1929. Le titre de son ouvrage annonce une révolution théorique puisqu'il fait un lien immédiat entre économie réelle (l'emploi) et économie monétaire (intérêt et monnaie), ce que les classiques ont toujours contesté. J. M. Keynes peut être qualifié de « libéral critique » : il ne remet pas en cause le système capitaliste, mais considère que les principes du « laisser-faire » et de l'autorégulation du marché sont largement insuffisants pour répondre à des chocs importants.

4.1. Vue d'ensemble de la rupture keynésienne

Le livre *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, pose les bases des analyses dites keynésiennes. La complexité et la densité de l'ouvrage donne en effet libre cours à l'exégèse et plusieurs interprétations de l'œuvre de Keynes ont été proposées. Rappelons simplement que J. M. Keynes (1883-1946) est un économiste libéral, il croit dans une large mesure aux vertus du marché dans l'allocation des ressources et son interventionnisme global se veut respectueux de la sphère de décision de l'entreprise privée. Le libre jeu de la concurrence conduit en principe selon Keynes à une solution d'équilibre de sous-emploi du fait de l'insuffisance de la demande. Le retour au plein-emploi passe par l'intervention de l'État, organe de régulation qui doit assurer la coordination ex-ante des actions individuelles. La structure de l'économie doit être remodelée autour de cette institution.

J. M. Keynes fait de la loi de Say un élément important de son analyse. Pour le classique français, « les marchandises s'échangent contre d'autres marchandises ». La monnaie n'est qu'un intermédiaire des échanges et l'égalité entre l'épargne et l'investissement est forcément respectée.

Selon Keynes, les ménages vont choisir de détenir leurs actifs monétaires sous forme de liquidités ou de titres de marché financier. Ce choix dépend de ce que Keynes appelle les « motifs de détention de monnaie ». Les agents économiques souhaitent demander de la monnaie (de la liquidité) pour 3 raisons :

- Un motif de transaction, c'est-à-dire pour échanger des biens et services ;
- Un motif de précaution, c'est-à-dire pour parer aux dépenses futures ;
- Un motif de spéculation, c'est-à-dire pour acheter des titres en vue d'un gain futur.

Les deux premiers motifs dépendent, comme chez les classiques, du niveau de revenu. Le motif de spéculation est spécifiquement keynésien et mesure les anticipations que réalisent les agents économiques sur le niveau du taux d'intérêt. On peut démontrer que le cours des obligations varie en sens inverse du niveau des taux d'intérêt.

Keynes considère que les décisions d'investir et d'épargner doivent être étudiées séparément car elles n'émanent pas des mêmes agents et ne dépendent pas des mêmes variables économiques. L'épargne est communément définie comme la part du revenu qui n'est pas consommée, « une décision de ne pas dîner aujourd'hui », comme l'explique Keynes. Ce sont les ménages qui décident d'épargner en fonction de leur revenu disponible. L'investissement émane des entreprises et dépend d'un calcul lié à ce que Keynes appelle « l'efficacité marginale du capital », c'est-à-dire le rendement attendu de l'investissement comparé à son coût, mesuré par le taux d'intérêt. La fonction d'investissement est donc décroissante du taux d'intérêt. Plus le taux est faible, plus il stimule l'investissement. Il faut souligner que la décision d'investir dépend des prévisions des entreprises, c'est-à-dire de la manière dont elles voient l'avenir économique.

L'autre angle d'attaque de Keynes contre l'analyse néoclassique concerne la capacité des prix à s'ajuster dans le court terme. La réalisation de l'équilibre rencontre aussi des obstacles à ce niveau : dans l'environnement déflationniste des années 1920 en Angleterre, la rigidité à la baisse des salaires nominaux provoque un accroissement du salaire réel à l'origine du chômage de masse. Dans le modèle keynésien élémentaire, l'ajustement s'effectue par les quantités, le principe de la demande effective illustre cette logique. L'hypothèse de viscosité des prix reste aujourd'hui une hypothèse keynésienne majeure.

4.2. Principaux apports de Keynes

La demande effective : L'originalité de la démarche de J. M. Keynes tient pour une grande part à la prise en compte de l'incertitude et des anticipations qui sont faites par les agents économiques. La demande effective est une « production que les entrepreneurs espèrent tirer du volume d'emploi qu'ils décident de donner ». Cette anticipation par les entrepreneurs de la demande sur leur marché est la source de l'instabilité du système keynésien, car il n'y a *a priori* aucune raison que le niveau de production soit exactement égal à la demande réelle. Si, par ailleurs, les anticipations des entrepreneurs les conduisent à réduire leur niveau de production, le niveau d'investissement et le volume d'emploi nécessaire pour produire seront aussi plus faibles. A l'inverse, une anticipation plus optimiste se traduit par un volume d'investissement et d'emploi plus élevé.

C'est la raison pour laquelle on qualifie souvent J. M. Keynes d'économiste de la demande. La stimulation de la demande globale par les pouvoirs publics permet alors aux entreprises d'améliorer leurs anticipations et le niveau de la demande effective.

L'existence de cette demande effective explique la possibilité d'un chômage involontaire. Le volume d'emploi n'est plus seulement fixé, comme chez les néoclassiques, par la confrontation des offres et des demandes de facteur travail, mais est aussi dicté par les anticipations des entreprises. Ces dernières peuvent alors ne pas vouloir embaucher toute la main-d'œuvre disponible sur le marché, même si certains agents accepteraient de travailler pour un salaire réel plus faible que le prix du marché.

Principes fondateurs de l'analyse keynésienne : En raison de la « nature anticipée » du principe de la demande effective, la loi psychologique fondamentale (le fait que la propension à consommer est inférieure à l'unité et décroissante avec le revenu) et la non-neutralité de la monnaie, l'apparition d'un équilibre de sous-emploi est le cas de figure le plus probable si on laisse les forces de marché. Dès lors l'Etat doit intervenir pour résorber l'écart déflationniste ainsi apparu *via* une action de soutien d'une ou plusieurs composantes de la demande. Le concept de multiplicateur intervient ici et établissant le lien de proportionnalité entre la variation initiale d'une composante exogène de la demande globale et la somme de ses effets cumulés sur le revenu au terme d'un processus long.

4.3. Quelques critiques du keynésianisme

Les travaux de Keynes ont fait l'objet de nombreuses discussions, en particulier après l'échec des politiques interventionnistes visant à combattre la stagflation au cours des années 1970. Les débats sur les causes du chômage conduisent certains économistes libéraux à remettre en question un certain nombre de postulats keynésiens, parmi lesquels le rôle actif de la monnaie, l'existence d'un chômage involontaire ou encore l'efficacité des politiques économiques en période de sous-emploi.

Par exemple l'école de Chicago, avec pour chef de file Milton Friedman, va remettre en cause la théorie keynésienne en proposant une analyse microéconomique de la fonction de consommation et en réaffirmant, après les classiques, la neutralité de la monnaie.

L'approche en termes de cycle de vie à la Modigliani insiste sur le fait que les comportements de consommation et d'épargne varient suivant les époques de la vie. En période de jeunesse l'agent emprunte, à l'âge mûr il épargne, lorsqu'il est à la retraite il désépargne.

La nouvelle école classique propose autour de Robert Lucas, Thomas Sargent et Robert Barro une critique virulente des interventions de l'Etat. Ils démontrent que l'inefficacité des politiques budgétaire et monétaire, compte tenu du caractère rationnel des anticipations des agents économiques.

L'école des choix publics avec James Buchanan et Gordon Tullock vont s'intéresser à la production de biens publics et vont être amenés à exposer les défaillances de l'État interventionniste à travers : les défaillances du marché des biens publics, les imperfections du marché public et la théorie des « économistes de l'offre ».